
DU TELECOM A LA FINANCE DIGITALE : LES INFRASTRUCTURES SATELLITAIRES RASCOM COMME LEVIER DE L'INCLUSION FINANCIERE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

From telecommunications to digital finance: RASCOM satellite infrastructures as a driver of financial inclusion and economic development in the Democratic Republic of the Congo.

Auteur 1 : Gustave NGEREZA NSANDA,

Gustave NGEREZA NSANDA, Etudiant DES à l'Université de KISANGANI et Attaché de Bureau au RASCOM RDC-Maniema.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Gustave NGEREZA NSANDA (2026) « Du Telecom A La Finance Digitale : Les Infrastructures Satellitaires Rascom Comme Levier De L'inclusion Financière Et Du Développement Economique En République Démocratique Du Congo », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 0964 – 0990.



DOI : 10.5281/zenodo.20558639
Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cette étude examine le rôle des infrastructures satellitaires, notamment celles de l'Organisation Régionale Africaine de Communication par Satellite (RASCOM), dans l'amélioration de l'inclusion financière en République démocratique du Congo (RDC). Elle s'inscrit dans un contexte marqué par une faible connectivité numérique, une fracture numérique persistante et un faible niveau de bancarisation, particulièrement dans les zones rurales et enclavées.

L'objectif principal est d'analyser dans quelle mesure les infrastructures satellitaires peuvent contribuer à renforcer la connectivité, réduire les inégalités d'accès au numérique et favoriser le développement de la finance digitale, considérée comme un levier essentiel d'inclusion financière. La méthodologie adoptée est qualitative et repose sur une analyse documentaire des rapports de la Banque mondiale, de la GSMA, de l'UIT, de l'ARPTC ainsi que de la littérature scientifique spécialisée.

Les résultats montrent que la RDC présente un déficit important en infrastructures numériques, avec un taux de pénétration de l'Internet mobile inférieur à 30 % et une forte concentration des services numériques en milieu urbain. Dans ce contexte, les infrastructures satellitaires apparaissent comme une solution stratégique permettant d'étendre la couverture réseau et de réduire la fracture numérique.

L'étude met en évidence une chaîne causale claire reliant infrastructures satellitaires, connectivité numérique, développement de la finance digitale et amélioration de l'inclusion financière. Le mobile money constitue aujourd'hui le principal vecteur d'accès aux services financiers pour les populations non bancarisées.

Toutefois, l'impact de RASCOM reste limité en raison de contraintes institutionnelles, financières et technologiques, ainsi que d'une gouvernance publique encore insuffisamment efficace. L'étude conclut que les infrastructures satellitaires représentent un levier important de transformation économique, mais leur efficacité dépend de leur intégration dans une stratégie nationale cohérente de transformation numérique.

Mots-clés : RASCOM, inclusion financière, finance digitale, fracture numérique, infrastructures satellitaires, République démocratique du Congo (RDC).

Abstract

This study examines the role of satellite infrastructures, particularly those of the Regional African Satellite Communication Organization (RASCOM), in improving financial inclusion in the Democratic Republic of Congo (DRC). It is conducted in a context characterized by weak digital connectivity, a persistent digital divide, and low levels of financial inclusion, especially in rural areas.

The main objective is to assess how satellite infrastructures can enhance connectivity, reduce digital inequalities, and promote the development of digital finance as a key driver of financial inclusion. The study adopts a qualitative approach based on document analysis of reports from the World Bank, GSMA, ITU, ARPTC, and relevant academic literature.

Findings show that the DRC suffers from significant infrastructure gaps, with mobile internet penetration below 30% and a strong urban concentration of digital services. In this context, satellite infrastructures appear as a strategic solution to expand network coverage and reduce the digital divide.

The study highlights a clear causal chain linking satellite infrastructure, digital connectivity, digital finance development, and financial inclusion. Mobile money plays a central role in providing financial access to unbanked populations.

However, RASCOM's impact remains limited due to institutional, financial, and technological constraints, as well as weak public governance. The study concludes that satellite infrastructures are a key driver of economic transformation, but their effectiveness depends on their integration into a coherent national digital strategy.

Keywords: RASCOM, financial inclusion, digital finance, digital divide, satellite infrastructure, DRC.

INTRODUCTION

À l'ère de la mondialisation numérique et de l'économie de l'information, les infrastructures de télécommunication occupent une place centrale dans le développement économique, social et financier des États. La révolution numérique transforme profondément les modes de production, les échanges commerciaux, la gouvernance publique ainsi que l'accès aux services essentiels. Parmi les secteurs les plus influencés par cette transformation figure le secteur financier, où les technologies numériques favorisent l'émergence de nouveaux mécanismes de paiement, d'épargne, de crédit et de transfert d'argent.

Les infrastructures numériques apparaissent ainsi comme un facteur stratégique de croissance économique et d'inclusion sociale. Selon la Banque mondiale (2021), l'inclusion financière constitue un levier essentiel de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être économique, dans la mesure où elle facilite l'accès des populations aux services financiers formels. Ces services comprennent notamment les paiements électroniques, l'épargne, le crédit, l'assurance et les services financiers mobiles.

Dans les pays en développement, particulièrement en Afrique subsaharienne, les technologies numériques ont profondément modifié les mécanismes d'accès aux services financiers. Le développement du mobile money et des plateformes fintech a permis l'intégration financière de millions de personnes auparavant exclues du système bancaire classique. Les travaux de Jack et Suri (2014) sur le système M-Pesa au Kenya montrent que les services financiers mobiles améliorent significativement les capacités économiques des ménages, réduisent les coûts de transaction et renforcent la sécurité des transferts financiers.

Cependant, malgré ces avancées, plusieurs États africains demeurent confrontés à une fracture numérique persistante. Selon Van Dijk (2020), cette fracture renvoie aux inégalités d'accès, d'utilisation et d'appropriation des technologies de l'information et de la communication. Elle se traduit par des disparités importantes entre zones urbaines et rurales en matière de connectivité, d'accès à Internet et d'utilisation des services numériques.

Dans les pays caractérisés par une faible densité d'infrastructures de communication, la fracture numérique constitue un obstacle majeur au développement de la finance digitale et à l'inclusion financière. Les populations rurales restent souvent exclues des innovations financières en raison du manque de connectivité et de l'insuffisance des infrastructures numériques.

La République démocratique du Congo (RDC) illustre particulièrement cette problématique. Malgré son potentiel économique et démographique considérable, le pays demeure confronté à une faible couverture numérique, une insuffisance des infrastructures terrestres et un faible

niveau de bancarisation. Sa vaste superficie territoriale, les difficultés géographiques et l'enclavement de plusieurs provinces limitent fortement l'accès des populations aux services numériques et financiers.

Dans ce contexte, les infrastructures satellitaires apparaissent comme une alternative stratégique susceptible de réduire les contraintes liées aux infrastructures terrestres classiques.

Les technologies satellitaires permettent en effet :

- D'étendre la couverture réseau ;
- D'améliorer l'accès à Internet ;
- De connecter les zones rurales et enclavées ;
- Et de soutenir le développement des services financiers digitaux.

L'Organisation Régionale Africaine de Communication par Satellite (RASCOM), créée en 1992 dans une logique de souveraineté technologique africaine, s'inscrit dans cette dynamique. Cette initiative panafricaine vise à renforcer l'autonomie numérique du continent africain en réduisant la dépendance vis-à-vis des infrastructures satellitaires étrangères et en améliorant l'accès aux services de télécommunication.

En République démocratique du Congo, RASCOM représente un instrument stratégique susceptible de contribuer à la réduction de la fracture numérique et à l'amélioration de l'inclusion financière. Les travaux de Aker (2010) montrent d'ailleurs que les infrastructures de communication réduisent les asymétries d'information, améliorent l'efficacité des marchés et favorisent l'intégration économique des populations marginalisées.

Toutefois, malgré ses ambitions, le développement opérationnel de RASCOM en RDC demeure confronté à plusieurs contraintes structurelles :

- Insuffisance des investissements ;
- Faiblesse des infrastructures numériques ;
- Difficultés de gouvernance ;
- Dépendance technologique extérieure ;
- Et concurrence croissante des opérateurs privés internationaux.

Par ailleurs, les disparités persistantes entre zones urbaines et rurales continuent de limiter l'accès équitable aux services numériques et financiers.

Conscient de ces défis, le Ministère des Postes, Télécommunications et Numérique de la République démocratique du Congo a organisé les États Généraux des Postes et Télécommunications (EGPT 2026), tenus du 27 au 29 avril 2026 à Kinshasa sous le thème : «

Poste et Télécommunication, vecteur de la croissance économique et du développement ». Ces assises ont permis de définir plusieurs orientations stratégiques portant notamment sur :

- L'extension de la couverture réseau (4G/5G, fibre optique et satellite) ;
- La réduction de la fracture numérique ;
- La digitalisation des services publics ;
- Et le développement de l'économie numérique.

Ces orientations traduisent une reconnaissance institutionnelle du rôle des infrastructures numériques dans la transformation économique et financière du pays.

Dès lors, la présente étude intitulée :

« Du télécom à la finance digitale : les infrastructures satellitaires RASCOM comme levier de l'inclusion financière et du développement économique en République démocratique du Congo »

Cherche à répondre à la question suivante :

Dans quelle mesure le développement des infrastructures satellitaires telles que RASCOM peut-il contribuer à l'amélioration de l'inclusion financière en République démocratique du Congo dans un contexte de fracture numérique persistante et de faible bancarisation?

L'objectif principal de cette étude est d'analyser le rôle des infrastructures satellitaires dans la réduction de la fracture numérique, le développement de la finance digitale et l'amélioration de l'inclusion financière en RDC.

De manière spécifique, cette recherche vise à :

- Analyser les interactions entre infrastructures numériques et inclusion financière ;
- Examiner le rôle de la connectivité numérique dans le développement de la finance digitale ;
- Évaluer l'impact des infrastructures satellitaires sur la réduction de la fracture numérique ;
- Et apprécier le rôle de l'État dans la gouvernance des infrastructures numériques en RDC.

Cette étude présente un double intérêt :

- Un intérêt scientifique, dans la mesure où elle contribue à la littérature relative aux infrastructures satellitaires et à la finance digitale ;
- Et un intérêt pratique, en proposant une réflexion sur les mécanismes susceptibles d'améliorer l'inclusion financière et le développement économique en RDC.

Enfin, ce travail est structuré en trois grandes parties. La première porte sur la revue de littérature théorique et empirique. La deuxième présente l'approche méthodologique adoptée. La troisième est consacrée à la présentation, à l'analyse et à la discussion des résultats.

I. REVUE DE LITTÉRATURE

1.1. Revue de littérature théorique

1.1.1. Théorie de l'inclusion financière

L'inclusion financière désigne l'accès et l'utilisation effective des services financiers formels par l'ensemble des populations, notamment les groupes vulnérables exclus du système bancaire classique. Selon la Banque mondiale (2021), elle implique la disponibilité de services financiers abordables, accessibles et adaptés aux besoins des individus et des entreprises.

La théorie de l'inclusion financière considère l'accès aux services financiers comme un facteur essentiel de réduction de la pauvreté et de développement économique. Demirgüç-Kunt et al. (2018) montrent que les populations ayant accès aux services financiers présentent généralement une meilleure capacité d'investissement, une plus grande résilience économique et un niveau de vie plus élevé.

Dans les économies africaines, l'évolution des technologies numériques a profondément transformé les mécanismes d'inclusion financière. Les services financiers mobiles permettent aujourd'hui aux populations non bancarisées d'effectuer des transactions, d'épargner et de transférer de l'argent à travers les téléphones mobiles.

Cependant, le développement de l'inclusion financière dépend fortement de la disponibilité des infrastructures numériques et de l'accès aux réseaux de communication.

1.1.2. Théorie de la fracture numérique (Digital Divide)

La fracture numérique renvoie aux inégalités d'accès, d'usage et de maîtrise des technologies de l'information et de la communication. Selon Van Dijk (2020), cette fracture se manifeste à plusieurs niveaux :

- L'accès matériel aux infrastructures numériques ;
- Les compétences technologiques ;
- La capacité d'utilisation effective ;
- Et les bénéfices économiques tirés du numérique.

Dans les pays en développement, la fracture numérique constitue un obstacle majeur au développement de la finance digitale et à l'inclusion financière. L'absence d'infrastructures de

communication limite l'accès aux services numériques et accentue les inégalités entre zones urbaines et rurales.

En République démocratique du Congo, cette fracture numérique est renforcée par :

- La faiblesse des infrastructures terrestres ;
- La couverture limitée des réseaux Internet ;
- Les difficultés géographiques ;
- Et le coût élevé des services numériques.

La réduction de cette fracture apparaît donc comme une condition essentielle à l'expansion de la finance digitale.

1.1.3. Théorie de la finance digitale

La finance digitale désigne l'ensemble des services financiers accessibles grâce aux technologies numériques, notamment :

- Le mobile money ;
- Les paiements électroniques ;
- Les plateformes fintech ;
- Les services bancaires numériques.

Selon Gomber et al. (2017), la finance digitale repose sur :

- La digitalisation des services financiers ;
- L'interconnexion des infrastructures technologiques ;
- Et la réduction des coûts de transaction.

Les travaux de Jack et Suri (2014) montrent que les services financiers mobiles améliorent la résilience économique des ménages et facilitent les échanges commerciaux dans les économies africaines.

Cependant, le développement de la finance digitale dépend fortement de la qualité des infrastructures numériques et de la disponibilité des réseaux de communication.

1.1.4. Théorie des infrastructures numériques et du développement économique

Les infrastructures numériques constituent aujourd'hui un facteur stratégique du développement économique. Selon Aker (2010), les infrastructures de communication réduisent les asymétries d'information, améliorent l'efficacité des marchés et facilitent les échanges économiques.

Dans cette perspective, les infrastructures satellitaires apparaissent comme une solution adaptée aux pays confrontés à des contraintes géographiques importantes. Elles permettent :

- L'extension de la couverture réseau ;

- La connexion des zones rurales et enclavées ;
- Le soutien aux services numériques ;
- Et le développement des services financiers digitaux.

L'Organisation Régionale Africaine de Communication par Satellite (RASCOS) s'inscrit dans cette logique de souveraineté numérique africaine. Son objectif principal est de réduire la fracture numérique sur le continent africain et de renforcer l'accès aux services de télécommunication.

Ainsi, les infrastructures satellitaires peuvent être considérées comme un levier indirect mais stratégique du développement économique et financier.

1.1.5. Rôle de l'État et gouvernance des infrastructures numériques en RDC

Le développement des infrastructures numériques en République démocratique du Congo repose fortement sur l'intervention de l'État, qui agit à la fois comme régulateur, investisseur et facilitateur de la transformation numérique.

À travers le Ministère des Postes, Télécommunications et Numérique ainsi que l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC), l'État assure :

- La régulation du secteur des télécommunications ;
- L'attribution des licences ;
- Le contrôle de la qualité des services ;
- Et la protection des consommateurs.

L'État joue également un rôle stratégique dans le développement des infrastructures numériques à travers :

- Les investissements publics ;
- Les projets de fibre optique ;
- Les initiatives satellitaires ;
- Et les politiques de digitalisation.

Les États Généraux des Postes et Télécommunications (EGPT 2026) traduisent cette volonté de modernisation du secteur numérique. Ils ont permis de définir plusieurs axes stratégiques relatifs à :

- L'extension de la couverture réseau ;
- La réduction de la fracture numérique ;
- La digitalisation des services publics ;
- Et le développement de l'économie numérique.

Toutefois, plusieurs contraintes limitent encore l'efficacité des politiques numériques en RDC:

- Insuffisance des investissements ;
- Faiblesse institutionnelle ;
- Lenteur administrative ;
- Dépendance technologique extérieure.

Ainsi, la qualité de la gouvernance publique influence directement l'efficacité des infrastructures numériques et leur impact sur l'inclusion financière.

1.2. Revue de littérature empirique

1.2.1. Télécommunications et inclusion financière

Plusieurs études empiriques démontrent que les infrastructures de télécommunication jouent un rôle fondamental dans l'amélioration de l'inclusion financière.

Jack et Suri (2014), à travers leur étude sur M-Pesa au Kenya, montrent que les services financiers mobiles réduisent les coûts de transaction et améliorent l'accès des populations rurales aux services financiers.

Demirgüç-Kunt et al. (2018), grâce aux données Global Findex, établissent une relation positive entre accès aux technologies numériques et utilisation des services financiers digitaux.

Les rapports de la GSMA (2022) montrent également que l'Afrique subsaharienne constitue aujourd'hui la région la plus dynamique du monde en matière de mobile money.

1.2.2. Fracture numérique et exclusion financière

Les travaux de Aker et Mbiti (2010) montrent que l'absence d'infrastructures numériques limite l'accès à l'information économique et accentue l'exclusion financière des populations rurales.

Van Dijk (2020) souligne également que les populations les plus marginalisées sur le plan numérique sont souvent celles qui présentent les plus faibles niveaux d'inclusion financière.

En RDC, les inégalités de connectivité entre zones urbaines et rurales limitent fortement le développement des services financiers digitaux.

1.2.3. Infrastructures satellitaires et développement économique

Les recherches sur les infrastructures satellitaires montrent qu'elles constituent une solution importante pour améliorer la connectivité dans les pays à faible couverture terrestre.

Les satellites permettent :

- L'extension des réseaux numériques ;
- L'accès à Internet dans les zones enclavées ;
- Le soutien aux services publics digitaux ;
- Et le développement des services financiers numériques.

Cependant, plusieurs contraintes persistent :

- Coûts élevés des investissements ;
- Insuffisance des capacités techniques ;
- Faible intégration dans les politiques nationales ;
- Concurrence des nouveaux opérateurs privés.

Dans le cas de la RDC, peu d'études ont spécifiquement analysé le rôle de RASCOM dans l'inclusion financière, ce qui justifie l'intérêt scientifique de cette recherche.

Conclusion de la revue de littérature

La revue de littérature met en évidence plusieurs constats majeurs.

Premièrement, les infrastructures numériques constituent un facteur déterminant de l'inclusion financière et du développement de la finance digitale.

Deuxièmement, la fracture numérique représente une barrière structurelle importante à l'accès des populations rurales aux services financiers modernes.

Troisièmement, les infrastructures satellitaires apparaissent comme une solution stratégique pour améliorer la connectivité dans les zones enclavées et favoriser le développement économique.

Enfin, la littérature existante montre que la qualité de la gouvernance publique influence fortement l'efficacité des infrastructures numériques et leur impact sur l'inclusion financière.

Toutefois, malgré l'abondance des travaux sur la finance digitale et l'inclusion financière, peu d'études se sont intéressées spécifiquement au rôle des infrastructures satellitaires africaines, notamment RASCOM, dans le contexte de la République démocratique du Congo. Cette recherche entend ainsi contribuer à combler cette lacune scientifique.

II. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

2.1. Présentation de RASCOM en République démocratique du Congo

L'Organisation Régionale Africaine de Communication par Satellite (RASCOM) est une organisation intergouvernementale créée en 1992 dans le but de renforcer l'autonomie technologique de l'Afrique dans le domaine des télécommunications satellitaires. Cette initiative panafricaine vise principalement à réduire la dépendance des États africains vis-à-vis des satellites étrangers, à améliorer l'accès aux services de communication et à contribuer à la réduction de la fracture numérique sur le continent.

En République démocratique du Congo, RASCOM s'inscrit dans la dynamique nationale de développement des infrastructures numériques et de modernisation du secteur des

télécommunications. Le pays, caractérisé par une vaste superficie territoriale, une faible densité d'infrastructures terrestres et de nombreuses zones enclavées, connaît encore d'importantes difficultés d'accès aux réseaux de communication et aux services numériques.

Dans ce contexte, les infrastructures satellitaires apparaissent comme une alternative stratégique permettant :

- D'étendre la couverture réseau dans les zones rurales ;
- De faciliter l'accès à Internet ;
- De soutenir les services publics numériques ;
- Et de favoriser le développement des services financiers digitaux.

La coordination nationale de RASCOM en RDC, placée sous la tutelle du Ministère des Postes et Télécommunication, participe aux initiatives nationales visant à réduire les inégalités numériques et à promouvoir la connectivité nationale.

RASCOM/RDC dispose actuellement d'une Coordination nationale basée à Kinshasa et poursuit progressivement son implantation au niveau provincial, notamment au Maniema, à la Tshopo, au Mai-Ndombe, au Kwilu et au Nord-Kivu.

Cependant, malgré ses ambitions, le déploiement opérationnel de RASCOM en RDC demeure confronté à plusieurs contraintes :

- L'insuffisance des investissements ;
- Les défis technologiques ;
- Les difficultés de gouvernance ;
- La concurrence croissante des opérateurs privés internationaux ;
- Et la faible intégration des infrastructures satellitaires dans les politiques numériques nationales.

Malgré ces limites, RASCOM demeure un instrument stratégique susceptible de contribuer à l'expansion de la finance digitale et à l'amélioration de l'inclusion financière dans les zones faiblement couvertes par les réseaux terrestres.

Tableau 1 : Caractéristiques et rôle de RASCOM en RDC

Aspect	Description
Création	1992, organisation intergouvernementale africaine
Objectif principal	Renforcer l'autonomie technologique africaine dans les télécommunications satellitaires
Mission en RDC	Extension de la couverture réseau, accès à Internet, soutien aux services numériques et financiers
Coordination nationale	Basée à Kinshasa sous le Ministère des Postes et Télécommunication
Implantation provinciale	Maniema, Tshopo, Mai-Ndombe, Kwilu, Nord-Kivu, etc.
Contraintes	Faibles investissements, défis technologiques, gouvernance insuffisante
Potentiel stratégique	Réduction de la fracture numérique et amélioration de l'inclusion financière

2.2. Démarche méthodologique de l'étude

2.2.1. Nature et type de recherche

Cette étude s'inscrit dans une approche qualitative à visée analytique et descriptive. Selon Creswell (2014), la recherche qualitative permet de comprendre et d'interpréter les phénomènes sociaux à partir des significations que les acteurs ou les contextes leur attribuent. Dans cette perspective, la présente recherche vise à analyser les relations existantes entre les infrastructures satellitaires, la réduction de la fracture numérique, le développement de la finance digitale et l'inclusion financière en République démocratique du Congo.

La recherche adopte également une logique explicative visant à comprendre comment les infrastructures satellitaires, notamment RASCOM, peuvent constituer un levier indirect du développement économique et financier.

2.2.2. Approche méthodologique retenue

L'étude repose sur une approche documentaire et analytique fondée sur l'exploitation des données secondaires. Cette approche a été privilégiée en raison :

- De la nature exploratoire du sujet ;
- De la disponibilité limitée des données quantitatives spécifiques à RASCOM ;

- Et de la nécessité d'analyser les politiques publiques, les travaux scientifiques et les rapports institutionnels relatifs au secteur des télécommunications et à l'inclusion financière.

Selon Bowen (2009), l'analyse documentaire constitue une méthode pertinente dans les recherches qualitatives lorsqu'il s'agit d'exploiter des documents institutionnels, scientifiques et administratifs afin d'interpréter un phénomène social ou économique.

2.2.3. Sources des données

Les données utilisées dans cette recherche proviennent principalement :

- Des rapports de la Banque mondiale sur l'inclusion financière ;
- Des publications de la GSMA sur le mobile money ;
- Des rapports et documents de la Coordination Nationale de RASCOM/RDC ;
- Des documents du Ministère des Postes et Télécommunication de la RDC ;
- Des actes et orientations des États Généraux des Postes et Télécommunications (EGPT 2026) ;
- Des articles scientifiques portant sur la finance digitale, les télécommunications et le développement économique ;
- Et des rapports de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

L'utilisation des données secondaires permet d'obtenir une compréhension globale du phénomène étudié tout en renforçant la crédibilité scientifique des analyses (Yin, 2018).

2.2.4. Méthode d'analyse des données

L'analyse des données repose principalement sur une méthode qualitative descriptive et interprétative. Celle-ci consiste à :

- Analyser les politiques publiques numériques ;
- Interpréter les travaux théoriques et empiriques existants ;
- Identifier les interactions entre connectivité numérique et inclusion financière ;
- Et évaluer le rôle potentiel des infrastructures satellitaires dans le développement économique.

L'analyse s'appuie également sur une logique de chaîne causale reliant :

- Les infrastructures satellitaires ;
- L'amélioration de la connectivité ;
- La réduction de la fracture numérique ;
- Le développement de la finance digitale ;
- Et l'inclusion financière.

Selon Miles, Huberman et Saldaña (2014), l'analyse qualitative permet d'identifier les relations de causalité et les interactions entre différentes variables sociales et économiques à partir de données textuelles et documentaires.

2.2.5. Hypothèses de recherche

Hypothèse générale

Le développement des infrastructures satellitaires telles que RASCOM contribue significativement à l'amélioration de l'inclusion financière en République démocratique du Congo à travers la réduction de la fracture numérique et le développement de la finance digitale.

Hypothèses spécifiques

- H1 : Le développement des infrastructures satellitaires améliore la connectivité numérique en RDC.
- H2 : L'amélioration de la connectivité contribue à la réduction de la fracture numérique entre zones urbaines et rurales.
- H3 : La réduction de la fracture numérique favorise le développement des services de finance digitale.
- H4 : Le développement de la finance digitale améliore l'inclusion financière des populations congolaises.
- H5 : L'amélioration de l'inclusion financière contribue positivement au développement économique de la RDC.

2.2.6. Modèle conceptuel de l'étude

Le modèle conceptuel de cette recherche repose sur la relation suivante :

Infrastructures satellitaires (RASCOM)

- amélioration de la connectivité numérique
- réduction de la fracture numérique
- développement de la finance digitale
- amélioration de l'inclusion financière
- développement économique.

Ce modèle montre que les infrastructures satellitaires jouent un rôle indirect mais stratégique dans la transformation économique et financière.

III. *RÉSULTATS*

3.1. **Présentation et analyse des résultats**

L'analyse des données documentaires mobilisées dans le cadre de cette étude met en évidence une relation systémique entre les infrastructures numériques, la finance digitale et l'inclusion financière en République démocratique du Congo (RDC).

Les résultats montrent que cette dynamique est fortement influencée par la qualité des infrastructures de télécommunication ainsi que par le niveau d'implication de l'État dans la gouvernance du secteur numérique.

L'étude révèle une chaîne causale structurée allant des infrastructures satellitaires (RASCOS) vers la connectivité numérique, puis vers la réduction de la fracture numérique, le développement de la finance digitale et enfin l'amélioration de l'inclusion financière.

3.1.1. **Infrastructures satellitaires et connectivité numérique**

Les résultats montrent que la RDC demeure caractérisée par un déficit important en infrastructures numériques. Le taux de pénétration de la téléphonie mobile est estimé à environ 47 %, tandis que celui de l'Internet mobile reste inférieur à 30 % selon les données de l'ARPTC. Dans ce contexte, les infrastructures satellitaires telles que RASCOS apparaissent comme une solution stratégique permettant :

- L'extension de la connectivité Internet ;
- La réduction des zones blanches ;
- Et l'amélioration de l'accessibilité aux services numériques.

Tableau 2 : Effets des infrastructures satellitaires sur la connectivité numérique

Variables	Situation observée en RDC	Contribution de RASCOS
Couverture réseau	Faible dans plusieurs zones rurales	Extension de la couverture satellitaire
Accès Internet	Taux inférieur à 30 %	Amélioration de l'accès Internet
Zones blanches	Nombreuses zones enclavées	Réduction progressive des zones blanches
Services numériques	Accessibilité limitée	Renforcement des services numériques

3.1.2. Réduction de la fracture numérique

Les résultats indiquent que l'amélioration de la connectivité contribue progressivement à réduire la fracture numérique entre zones urbaines et rurales. Toutefois, cette réduction reste partielle en raison des disparités persistantes dans la distribution des infrastructures numériques.

Tableau 3 : Situation de la fracture numérique en RDC

Indicateurs	Zones urbaines	Zones rurales
Accès à Internet	Relativement élevé	Faible
Couverture réseau	Plus développée	Insuffisante
Accès aux services financiers numériques	Accessible	Limité
Niveau d'inclusion numérique	Moyen à élevé	Faible

3.1.3. Développement de la finance digitale

L'analyse révèle que la connectivité numérique constitue un facteur déterminant du développement de la finance digitale en RDC.

Les résultats montrent que la finance digitale permet :

- La facilitation des transactions financières ;
- La réduction des coûts de transfert ;
- L'élargissement de l'accès aux services financiers ;
- Et le renforcement des activités économiques locales.

Tableau 4 : Impacts de la finance digitale en RDC

Services de finance digitale	Effets observés
Mobile Money	Accès simplifié aux transactions financières
Transferts numériques	Réduction des coûts et gain de temps
Paiements digitaux	Sécurisation des opérations financières
Services financiers mobiles	Inclusion des populations non bancarisées

3.1.4. Inclusion financière et développement économique

Les résultats montrent que l'inclusion financière contribue positivement au développement économique en RDC.

Tableau 5 : Effets de l'inclusion financière sur le développement économique

Dimensions	Effets économiques observés
Accès aux services financiers	Développement des activités commerciales
Transactions numériques	Fluidification des échanges économiques
Inclusion des ménages ruraux	Réduction de l'exclusion financière
Finance digitale	Dynamisation de l'économie locale

3.1.5. Rôle de l'État dans la dynamique numérique et financière

Les résultats montrent que l'État joue un rôle structurant dans le développement du secteur numérique en RDC.

Tableau 6 : Rôle de l'État dans le développement numérique et financier

Actions publiques	Effets positifs	Limites
Régulation du secteur numérique	Amélioration de l'écosystème télécom	Faibles capacités institutionnelles
Investissements publics	Développement des infrastructures	Insuffisance budgétaire
Digitalisation des services publics	Modernisation administrative	Mise en œuvre lente
Soutien aux politiques numériques	Renforcement de la connectivité	Dépendance technologique

3.1.5. Synthèse globale des interactions

Tableau 7 : Matrice synthétique des interactions entre RASCOM, finance digitale et inclusion financière

Variables clés	Effets directs	Effets indirects	Contraintes	Impact attendu
Infrastructures satellitaires	Extension réseau	Réduction fracture numérique	Gouvernance faible	Intégration numérique
Connectivité numérique	Accès aux services	Développement finance digitale	Coût élevé Internet	Inclusion numérique
Finance digitale	Transactions rapides	Inclusion financière	Couverture limitée	Croissance économique
Inclusion financière	Accès aux services financiers	Réduction pauvreté	Faible bancarisation	Développement économique
Rôle de l'État	Régulation et investissements	Soutien à l'écosystème numérique	Lenteur administrative	Accélération du développement

3.2. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude confirment les travaux de Aker (2010) et Aker & Mbiti (2010), selon lesquels les infrastructures de communication jouent un rôle déterminant dans la réduction des asymétries d'information et l'amélioration de l'efficacité économique.

Ils confirment également les conclusions de Demirgüç-Kunt et al. (2018) et de la GSMA (2022), qui montrent que la finance digitale constitue aujourd'hui un levier majeur d'inclusion financière en Afrique subsaharienne.

Toutefois, cette étude met en évidence une spécificité importante du contexte congolais : le rôle indirect mais stratégique des infrastructures satellitaires dans la transformation financière.

Enfin, les résultats montrent que la réussite des politiques d'inclusion financière dépend fortement de la qualité de la gouvernance publique.

Tableau 8 : Validation des hypothèses de recherche

Hypothèses	Résultats observés	Validation
H1	Les infrastructures satellitaires améliorent la connectivité	Confirmée
H2	La connectivité réduit progressivement la fracture numérique	Partiellement confirmée
H3	La réduction de la fracture numérique favorise la finance digitale	Confirmée
H4	La finance digitale améliore l'inclusion financière	Confirmée
H5	L'inclusion financière favorise le développement économique	Confirmée
Hypothèse générale	RASCOM contribue indirectement au développement économique et financier	Globalement confirmée

3.3. Limites de l'étude

Cette recherche présente certaines limites, notamment :

- L'absence de collecte de données primaires ;
- La difficulté d'obtenir des statistiques spécifiques sur l'impact direct de RASCOM en RDC ;
- La dépendance vis-à-vis des sources institutionnelles et documentaires ;
- Et le caractère évolutif des technologies satellitaires et numériques.

Malgré ces limites, l'étude a permis de mener une analyse cohérente des interactions entre infrastructures satellitaires, finance digitale et inclusion financière dans le contexte congolais.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La transformation numérique constitue aujourd'hui un enjeu stratégique majeur pour le développement économique, social et financier des États, particulièrement dans les pays en développement confrontés à des contraintes structurelles d'accès aux infrastructures de communication. En Afrique subsaharienne, l'émergence de la finance digitale a profondément modifié les mécanismes traditionnels d'inclusion financière, en facilitant l'accès des populations aux services financiers grâce aux technologies numériques.

La présente étude avait pour objectif principal d'analyser le rôle des infrastructures satellitaires, notamment RASCOM, dans l'amélioration de l'inclusion financière et du développement économique en République démocratique du Congo. Plus spécifiquement, il s'agissait d'examiner les interactions entre infrastructures satellitaires, connectivité numérique, fracture numérique, finance digitale et inclusion financière dans le contexte congolais.

À partir d'une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire et l'exploitation des données secondaires, cette recherche a permis de mettre en évidence une relation systémique entre les infrastructures numériques et l'inclusion financière. Les résultats obtenus confirment l'existence d'une chaîne causale reliant :

- Les infrastructures satellitaires ;
- L'amélioration de la connectivité numérique ;
- La réduction de la fracture numérique ;
- Le développement de la finance digitale ;
- Et l'amélioration de l'inclusion financière.

L'étude montre que la République démocratique du Congo demeure caractérisée par un déficit important en infrastructures numériques. Malgré les progrès enregistrés ces dernières années, le taux de pénétration de l'Internet mobile reste relativement faible et les disparités territoriales de connectivité demeurent importantes entre zones urbaines et rurales. Une grande partie de la population reste ainsi exclue des services numériques et financiers modernes.

Dans ce contexte, les infrastructures satellitaires apparaissent comme une alternative stratégique susceptible de réduire les contraintes liées aux infrastructures terrestres classiques. Grâce à leur capacité de couverture étendue, elles permettent d'améliorer l'accès aux réseaux de communication dans les zones rurales et enclavées où les infrastructures traditionnelles demeurent insuffisantes.

Les résultats confirment également que la connectivité numérique constitue un facteur déterminant du développement de la finance digitale. L'expansion des services de mobile

money en RDC illustre cette dynamique de transformation financière. Les services financiers digitaux permettent aujourd'hui :

- De faciliter les transactions financières ;
- De réduire les coûts de transfert d'argent ;
- D'améliorer l'accessibilité aux services financiers ;
- Et de renforcer les activités économiques locales.

Ainsi, la finance digitale apparaît comme un mécanisme intermédiaire essentiel entre les infrastructures numériques et l'inclusion financière.

Par ailleurs, l'étude met en évidence que l'inclusion financière contribue positivement au développement économique en favorisant la circulation monétaire, les échanges commerciaux, l'investissement et la résilience économique des ménages. Elle constitue ainsi un levier important de réduction de la pauvreté et de dynamisation des économies locales.

Cependant, malgré son potentiel stratégique, l'impact opérationnel de RASCOM en République démocratique du Congo demeure encore limité. Plusieurs contraintes freinent son efficacité, notamment :

- L'insuffisance des investissements ;
- Les difficultés technologiques ;
- La faiblesse des infrastructures complémentaires ;
- Les problèmes de gouvernance ;
- La lenteur administrative ;
- Et la concurrence croissante des opérateurs satellitaires privés internationaux.

L'étude met également en évidence le rôle central de l'État dans le développement des infrastructures numériques et financières. Les résultats montrent que la qualité de la gouvernance publique influence directement l'efficacité des politiques numériques et l'exploitation des infrastructures satellitaires. À travers les initiatives telles que les États Généraux des Postes et Télécommunications (EGPT 2026), l'État congolais manifeste une volonté de modernisation du secteur numérique et de réduction de la fracture numérique. Toutefois, les résultats soulignent que cette dynamique nécessite une meilleure coordination institutionnelle, des investissements plus importants et une intégration cohérente des infrastructures satellitaires dans les politiques nationales de transformation numérique.

Sur le plan scientifique, cette étude contribue à enrichir la littérature relative aux liens entre télécommunications, finance digitale et inclusion financière dans les pays en développement. Elle met particulièrement en lumière le rôle encore peu étudié des infrastructures satellitaires

africaines dans le développement économique et financier de la République démocratique du Congo.

En définitive, cette recherche confirme l'hypothèse générale selon laquelle le développement des infrastructures satellitaires telles que RASCOM peut contribuer significativement à l'amélioration de l'inclusion financière en République démocratique du Congo, à travers la réduction de la fracture numérique et le développement de la finance digitale.

Toutefois, l'efficacité de cette contribution dépend fortement :

- De la qualité de la gouvernance publique ;
- Du niveau des investissements ;
- De l'intégration des infrastructures satellitaires dans les politiques numériques nationales ;
- Et de la collaboration entre l'État, les opérateurs télécoms, les institutions financières et les partenaires technologiques.

Ainsi, les infrastructures satellitaires apparaissent non seulement comme un outil technologique de connectivité, mais également comme un instrument stratégique de transformation économique, de cohésion territoriale et d'inclusion sociale en République démocratique du Congo.

RECOMMANDATIONS

Au regard des résultats obtenus, plusieurs recommandations peuvent être formulées afin de renforcer le rôle des infrastructures satellitaires dans l'amélioration de l'inclusion financière et du développement économique en République démocratique du Congo :

1. À l'État congolais

L'État congolais doit jouer un rôle central dans la structuration de l'écosystème numérique national. À cet effet, il est recommandé de :

- Renforcer les investissements publics dans les infrastructures numériques, particulièrement les infrastructures satellitaires et les réseaux de connectivité rurale ;
- Accélérer la mise en œuvre des orientations stratégiques issues des États Généraux des Postes et Télécommunications (EGPT 2026) ;
- Améliorer la coordination institutionnelle entre les acteurs du numérique, des télécommunications et du secteur financier ;
- Intégrer pleinement la finance digitale dans la stratégie nationale d'inclusion financière;

- Développer des politiques publiques favorisant l'accès universel aux services numériques ;
- Renforcer les capacités de régulation de l'ARPTC afin d'améliorer la qualité des services de télécommunication ;
- Promouvoir des partenariats public-privé pour le financement des infrastructures numériques ;
- Mettre en place un cadre juridique et réglementaire favorable à l'innovation numérique et à la protection des consommateurs ;
- Encourager la souveraineté numérique nationale à travers le développement des infrastructures africaines telles que RASCOM.

2. Au RASCOM

Afin d'améliorer son efficacité opérationnelle en RDC, il est recommandé à RASCOM de :

- Moderniser ses infrastructures satellitaires afin d'améliorer la qualité et la stabilité des services ;
- Renforcer progressivement son implantation opérationnelle dans les provinces rurales et enclavées ;
- Développer des solutions satellitaires adaptées aux réalités socioéconomiques locales ;
- Renforcer la collaboration avec les opérateurs télécoms, les fintechs et les institutions financières ;
- Améliorer les mécanismes de maintenance et de suivi technique des infrastructures ;
- Développer des offres de connectivité à coût réduit pour les zones à faible rentabilité économique ;
- Renforcer les capacités techniques et humaines de ses structures nationales en RDC.

3. Aux opérateurs télécoms et fintech

Les opérateurs télécoms et les entreprises fintech jouent un rôle déterminant dans le développement de la finance digitale. À ce titre, il leur est recommandé de :

- Étendre la couverture des services de mobile money dans les zones rurales et enclavées ;
- Développer des produits financiers numériques accessibles aux populations non bancarisées ;
- Réduire les coûts des transactions financières digitales ;

- Renforcer la sécurité des plateformes numériques afin d'améliorer la confiance des utilisateurs ;
- Investir dans l'innovation technologique et l'interopérabilité des services financiers ;
- Développer des programmes d'éducation financière et numérique destinés aux populations rurales ;
- Collaborer davantage avec les infrastructures satellitaires afin d'améliorer la connectivité dans les zones mal desservies.

4. Aux institutions financières

Les banques et autres institutions financières doivent accélérer leur adaptation à la transformation numérique. Il leur est recommandé de :

- Poursuivre la digitalisation des services bancaires ;
- Développer des produits financiers adaptés aux populations à faible revenu ;
- Renforcer les services bancaires mobiles et digitaux ;
- Collaborer avec les opérateurs télécoms et les fintechs afin d'élargir l'accès aux services financiers ;
- Promouvoir des mécanismes simplifiés d'ouverture de comptes pour les populations rurales ;
- Renforcer la sensibilisation des populations à l'utilisation des services financiers numériques.

5. Aux partenaires techniques et financiers

Les partenaires internationaux peuvent accompagner les efforts de transformation numérique de la RDC à travers :

- Le financement des infrastructures numériques et satellitaires ;
- L'appui technique au développement des politiques numériques ;
- Le soutien aux projets d'inclusion financière digitale ;
- Le renforcement des capacités institutionnelles et technologiques ;
- L'accompagnement des programmes de réduction de la fracture numérique.

6. Aux chercheurs

Enfin, cette étude ouvre plusieurs perspectives de recherche. Il est recommandé aux chercheurs de :

- Mener des études quantitatives afin de mesurer l'impact réel des infrastructures satellitaires sur l'inclusion financière ;
- Développer des modèles économétriques analysant les relations entre connectivité numérique et développement économique ;
- Comparer l'efficacité des infrastructures satellitaires africaines avec celle des nouveaux opérateurs privés internationaux ;
- Analyser les impacts socioéconomiques du mobile money dans les zones rurales congolaises ;
- Approfondir les recherches sur la gouvernance numérique et la souveraineté technologique en Afrique ;
- Étudier l'impact des politiques publiques numériques sur la réduction des inégalités territoriales en RDC.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages et articles scientifiques

1. Aker, Jenny C. (2010). *Information from Markets Near and Far: Mobile Phones and Agricultural Markets in Niger*. American Economic Journal: Applied Economics, Vol. 2, No. 3, pp. 46-59.
2. Aker, Jenny C. & Mbiti, Isaac M. (2010). *Mobile Phones and Economic Development in Africa*. Journal of Economic Perspectives, Vol. 24, No. 3, pp. 207-232.
3. Castells, Manuel (2010). *The Rise of the Network Society*. 2nd Edition. Oxford: Blackwell Publishing.
4. Demirgüç-Kunt, Asli, Klapper, L., Singer, D., Ansar, S. & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington D.C. : World Bank.
5. Gomber, Peter, Koch, J. & Siering, M. (2017). *Digital Finance and FinTech: Current Research and Future Research Directions*. Journal of Business Economics, Vol. 87, No. 5, pp. 537-580.
6. Jack, William & Suri, Tavneet (2014). *Risk Sharing and Transactions Costs: Evidence from Kenya's Mobile Money Revolution*. American Economic Review, Vol. 104, No. 1, pp. 183-223.
7. Schumpeter, Joseph (1911). *Theory of Economic Development*. Cambridge: Harvard University Press.
8. Suri, Tavneet & Jack, William (2016). *The Long-Run Poverty and Gender Impacts of Mobile Money*. Science, Vol. 354, No. 6317, pp. 1288-1292.
9. Van Dijk, Jan (2020). *The Digital Divide*. Cambridge: Polity Press.

II. Rapports institutionnels et publications internationales

10. Banque mondiale (2021). *Financial Inclusion Overview*. Washington D.C.
11. Banque mondiale (2022). *Digital Development Report*. Washington D.C.
12. GSMA (2022). *State of the Industry Report on Mobile Money 2022*. Londres.
13. Union Internationale des Télécommunications (2021). *Measuring Digital Development: Facts and Figures 2021*. Genève.
14. Union Internationale des Télécommunications (2022). *Digital Trends in Africa 2022*. Genève.

15. RASCOM (2020). *Rapport Institutionnel sur les Infrastructures Satellitaires Africaines*. Abidjan.
16. RASCOM (2022). *Plan Stratégique de Développement des Télécommunications Satellitaires en Afrique*. Abidjan.

III. Documents officiels et sources nationales

17. Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (2023). *Rapport annuel sur l'état des télécommunications en République démocratique du Congo*. Kinshasa.
18. Ministère des Postes et Télécommunication (2026). *Supports des États Généraux des Postes et Télécommunications (EGPT 2026)*. Kinshasa.
19. Ministère des Postes, Télécommunications et Numérique (2025). *Stratégie nationale de transformation numérique en République démocratique du Congo*. Kinshasa.
20. Banque Centrale du Congo (2022). *Rapport sur l'inclusion financière en République démocratique du Congo*. Kinshasa.
21. Banque Centrale du Congo (2023). *Rapport annuel du secteur financier*. Kinshasa.

IV. Sources électroniques et documents numériques

22. [Banque mondiale – Inclusion financière](#)
23. GSMA Mobile Money Reports
24. [Union Internationale des Télécommunications \(UIT\)](#)
25. RASCOM Official Website www.rascom.cd
26. ARPTC RDC

[Ministère des Postes, Télécommunications et Numérique RDC](#)